

Article

Qu'est-ce que la « political ecology » ?

Tor A. Benjaminsen¹, Hanne Svarstad²

¹ Géographe, Norwegian University of Life Sciences, Department of International Environment and Development Studies (Noragric), 1432 Ås, Norvège

² Sociologue, Norwegian Institute of Nature Research (NINA), 0349 Oslo, Norvège

Deux auteurs norvégiens présentent une communauté scientifique qui s'est largement développée depuis plus de 20 ans outre-Atlantique et dans le reste de l'Europe, la *Political Ecology*. Se plaçant au cœur des questions entre sciences sociales et naturelles, sociétés industrialisées ou non et questions d'environnement, ce domaine de recherche est paradoxalement mal connu en France, alors qu'il s'inspire de nombreux auteurs français en anthropologie économique, en sociologie des sciences, en philosophie... Le commentaire de Monica Castro, doctorante travaillant sur ce domaine, permet de présenter les différents champs abordés par les *Political Ecologists*. Le lectorat de *NSS* y trouvera de quoi approfondir sa connaissance d'une abondante littérature qui interroge la mise en politique des questions d'environnement dans une grande diversité de situations.

La Rédaction

Mots-clés :

political ecology ;
interdisciplinarité ;
environnement
et développement ;
théorie critique

Résumé – La *political ecology*¹ est une approche qui se trouve au cœur des études sur l'environnement et le développement et qui a connu une expansion extraordinaire depuis 10 à 15 ans. L'objet de cet article est de fournir un bref aperçu en français de ce champ de réflexion. Cette approche analyse essentiellement le pouvoir et les luttes pour le pouvoir en matière de gestion de l'environnement. Ceci rend nécessaire de se concentrer sur les divers acteurs et les intérêts qu'ils défendent. Combinant clarifications en termes de valeurs et transparence empirique, l'approche s'érige en héritière de la théorie critique de l'école de Francfort. Originaire d'une critique de tendance marxiste du néomalthusianisme née dans les années 1970, son défi principal réside aujourd'hui dans une étude empirique des transformations environnementales et politiques dérivées des préjugés qui pourraient affecter la recherche.

Keywords:

political ecology ;
interdisciplinarity ;
environment
and development ;
critical theory

Abstract – What is political ecology? Political ecology is an approach to the study of environment and development issues that has seen a rapid expansion during the last 10 to 15 years. The objective of this article is to give a brief description of this approach in French. The focus within political ecology is usually on power struggles in environmental governance. These struggles may be over material assets (land, natural resources) as well as over meaning. This again leads to studies of the narratives and discourses associated with various actors and their interests. During the last few years, dominant narratives especially on the African environment have been questioned. This research within political ecology has contributed to new knowledge on both the people-nature and science-policy linkages. Combining the ideals of clarification of values and empirical transparency, political ecology also builds on critical theory from the Frankfurter School. While the approach started out in the 1970s as a Marxist critique of neo-malthusianism, its main challenge today lies in carrying out empirically sound studies of environmental and political change without pre-made conclusions, whether inspired by a critique of malthusianism or capitalism.

La *political ecology* est une approche qui, depuis 10 à 15 ans, se trouve au cœur des études sur l'environnement et le développement, surtout dans le cadre des études

Auteur correspondant : T. A. Benjaminsen, torbe@umb.no
Traduction : Yves Boutroué

¹ Nous avons conservé dans cet article la dénomination anglaise *political ecology*, la traduction directe de cette expression, « écologie politique », ayant un autre sens en français, comme le lecteur pourra le constater à la lecture du présent article (NdT).

géographiques et anthropologiques anglo-américaines. L'objet du présent article est de fournir un historique et un bref aperçu de ce même champ de réflexion en français. La *political ecology* analyse essentiellement le pouvoir et les luttes pour le pouvoir en matière de gestion de l'environnement, ce qui rend nécessaire de se concentrer sur les divers acteurs du secteur de l'environnement et les intérêts qu'ils défendent, ainsi que sur les discours établissant le mode de compréhension en vigueur des thèmes

et des problèmes concernés. Par ailleurs, cette approche implique d'analyser comment les atteintes contre l'environnement ainsi que les mesures tendant à le sauvegarder comportent des modes de répartition spécifiques des bénéfices et des coûts entre divers groupes sociaux. La *political ecology* fait aussi de la production de savoir sur l'environnement un objet d'analyse. En effet, la recherche sur l'environnement n'est jamais tout à fait objective, même si elle se prévaut de l'objectivité des sciences naturelles. Les chercheurs sont eux-mêmes des acteurs dont les recherches sont orientées par les intérêts, les valeurs et les conceptions dont ils sont porteurs, à l'instar de ceux qui les ont missionnés.

Un des enjeux majeurs de la *political ecology* est de comprendre les causes des conflits liés aux ressources naturelles et à l'environnement. Au lieu de s'en tenir à des analyses unidisciplinaires étroites, cette approche a pour ambition de fournir une compréhension plus profonde, basée sur une combinaison d'éléments tirés de diverses approches, ce qui implique la prise en compte de paramètres naturels comme de paramètres sociaux.

L'analyse du discours et des récits joue aujourd'hui un rôle central au sein de la *political ecology* au niveau international. Le discours peut être défini comme un mode de production de connaissances ou de vérités sur un thème, alors que le récit est un scénario concret ancré dans le régime de compréhension d'un discours déterminé (Benjaminsen et Svarstad, 2008). Pour comprendre les processus et les acteurs dominants dans un domaine d'étude, il est souvent utile d'étudier les conflits qui s'y développent, conflits constitués aussi bien de luttes pour les ressources matérielles que de combats d'idées liés à ces ressources (Brosius, 1999). Ces idées, à partir desquelles se forment un discours et des récits, déterminent ce qui peut être considéré comme le problème principal, quelles sont ses causes et quelles sont les solutions envisageables. Par ailleurs, la recherche empirique au sein de nombreux volets de certaines approches remet en question la validité du discours dominant sans que cela semble avoir d'incidence sur les politiques en vigueur (Roe, 1995 ; Leach et Mearns, 1996 ; Keeley et Scoones, 2000 ; Blaikie et Muldavin, 2004 ; Benjaminsen *et al.*, 2006). Il est donc également intéressant d'analyser quelles sont les idées qui se traduisent par des mesures politiques et pourquoi. À ce sujet, Roe (1994) juge que les récits politiques comme les arguments qui les portent résistent souvent aux changements, même lorsqu'ils sont confrontés à des données qui contredisent le scénario qu'ils mettent en avant. Il pense que de tels récits confortent les décideurs dans leurs convictions, en un monde d'incertitudes, de complexité et de polarisation.

En plus de la perspective en termes d'acteurs et de pouvoir, il est important en *political ecology* d'étudier comment les conditions locales sont influencées par les structures et les processus globaux. La *political ecology*

comporte ainsi une perspective structurelle. Cette articulation entre une perspective en termes d'acteurs du pouvoir et une perspective structurelle a été étudiée par Blaikie et Brookfield (1987) dans une des premières contributions à la *political ecology* en tant qu'approche universitaire.

Une approche en termes de *political ecology* suppose aussi qu'on étudie les transformations de l'environnement et leurs causes sur le long terme, ce qui comporte deux volets. Dans le cadre du premier, on tente de recueillir des données sur l'environnement qui couvrent des séries temporelles le plus longues possible, afin de pouvoir en déduire les tendances actuelles. Plus ces séries temporelles sont longues, plus grandes sont les chances d'en tirer des conclusions pertinentes sur les transformations des ressources naturelles dans le temps. Dans le cadre du second volet, l'étude des conflits liés aux ressources naturelles, il est important d'adopter une démarche historique afin de comprendre comment ces conflits se sont développés.

La *political ecology* exprime souvent, en se focalisant sur des valeurs tels la justice et les Droits de l'homme, un point de vue normatif, surtout par rapport à certains groupes marginalisés. C'est, en d'autres termes, un axe de recherche qui implique que les chercheurs prennent parti pour les groupes humains faibles, marginalisés ou opprimés. Cette politisation a souvent été interprétée par ses critiques comme une négation de l'empirisme. Certaines contributions de la *political ecology* peuvent sans doute légitimement être accusées de parti pris quant à leur vision de l'état du monde, et de telles opinions préétablies sont importantes à éviter. Notre intention est ici de défendre une *political ecology* qui marie un ancrage normatif dans des valeurs clairement définies et des recherches empiriques dans le cadre desquelles on est ouvert à tous les résultats de l'observation. Les conclusions de ce type de recherche peuvent, à notre avis, constituer d'importantes contributions aux débats politiques et s'avérer largement plus enrichissantes que la reproduction servile de réponses « correctes » épousant les vérités établies du discours en vigueur.

La théorie critique

Combinant clarifications en termes de valeurs et transparence empirique, l'approche constituée par la *political ecology* s'érige en héritière de la théorie critique de l'école de Francfort. Un de ses représentants, Max Horkheimer (1970), avance que la théorie traditionnelle ne tend qu'à comprendre et expliquer certains aspects de la société, alors que la théorie critique présente en plus une dimension libératrice, puisqu'elle indique les éléments de la société qui doivent être transformés, ce qui, selon lui, rendait nécessaire une large pluridisciplinarité. Dans les années 1960, un autre représentant de la même école, Jürgen Habermas, proposa une critique du positivisme

où il indiquait que la science traditionnelle se prévaut de l'objectivité sur des bases fausses. L'alternative proposée par Habermas (1968) est une théorie critique des sciences dans le cadre de laquelle les sciences respectivement naturelles, humaines et sociales sont liées à des jeux spécifiques d'intérêts à caractère épistémologique, respectivement techniques, pratiques et libérateurs.

La *political ecology* se base sur les connaissances générées par les trois domaines scientifiques susmentionnés. De diverses manières, les contributions de la *political ecology* ont mis en lumière des aspects de la société qui font que l'exploitation des ressources naturelles par les hommes engendre des problèmes. Ajoutons que, si la *political ecology* a jusqu'à maintenant contribué de manière efficace à indiquer ce dont il faudrait se libérer (cf. Peet et Watts, 1996), elle s'est cependant avérée limitée, à l'instar de l'école de Francfort, dans la détermination de ce à quoi cette libération devrait mener. C'est sans doute pour quoi on peut observer une évolution aboutissant à une influence politique beaucoup plus grande de l'*apolitical ecology* que de la *political ecology*.

Robbins (2004) écrit que la *political ecology* présente deux faces, se donne deux missions – qu'il appelle « la hachette » et « la graine ». Le côté hachette domine et représente l'approche critique, alors que le côté graine constitue la contribution de la *political ecology* à un monde se développant de façon plus juste et plus durable. Walker (2006) critique de nombreux adeptes de la *political ecology* en raison du fait qu'ils négligent quelque peu la seconde mission. La plupart des textes produits par la *political ecology* sont à caractère interne et destinés aux universitaires travaillant dans le même domaine, indique Walker. Les relations entre la *political ecology* et la politique ne se caractérisent pas seulement par l'apathie, poursuit-il, mais également par de l'antipathie, qui est en fait une antipathie mutuelle entre ceux qui détiennent le pouvoir et une bonne partie de ceux qui pratiquent la *political ecology*. Quant à ces derniers, ils se désengagent donc de la politique réelle, et on peut juger qu'ils ont une approche tout aussi apolitique que les *apolitical ecologies* qu'ils critiquent.

L'*apolitical ecology*

L'écrivain et intellectuel engagé allemand Hans Magnus Enzensberger publie en 1974 un article constituant une des premières contributions à la *political ecology* (Enzensberger, 1974). Le cœur de la réflexion d'Enzensberger y est que, lorsque les scientifiques de l'écologie et d'autres sciences naturelles s'expriment au sujet des problèmes d'environnement, ils agissent également en acteurs politiques tout en dissimulant leur motivation et leurs intérêts propres derrière une façade scientifique ou en ne les exprimant que partiellement de manière explicite. Cette écologie-là est donc politique, puisque ses

porteurs opèrent comme des acteurs politiques, même s'ils souhaitent apparaître comme sociopolitiquement neutres en se présentant uniquement comme chercheurs ou professeurs. L'intention d'Enzensberger est donc de révéler que les scientifiques de l'écologie agissent en acteurs sociopolitiques quand ils s'attaquent aux problèmes d'environnement, qui sont liés à des choix de société et à des décisions politiques. En conséquence, la neutralité de la science écologique est une illusion et ce qu'Enzensberger appelle « *political ecology* » correspond, en d'autres termes, à ce que nous nommons l'*apolitical ecology*.

On peut dire d'une grande partie de la recherche d'aujourd'hui qu'elle ressort encore d'une telle *apolitical ecology*. Bien que les chercheurs en écologie et en sciences naturelles en général prétendent que leurs recherches sont totalement objectives et neutres, il s'avère, à y regarder de plus près, qu'elles sont fortement empreintes de valeurs et s'inscrivent de manière très étroite dans la vision « correcte » du monde tel qu'il est et devrait être.

C'est surtout le néomalthusianisme qu'Enzensberger associe à la « *political ecology* ». Dans les années 1960, des écologistes étasuniens réputés, comme Paul Ehrlich et Garrett Hardin, reprennent en effet les idées de Malthus et les appliquent aux questions d'environnement. Ces néomalthusiens étaient d'avis que nous étions en présence d'une croissance mondiale, en termes de population comme de consommation, qui était en passe d'excéder la capacité de charge écologique de la Terre. L'ouvrage d'Ehrlich (1968), *The Population Bomb*, et le célèbre article de Hardin (1968) sur la « tragédie des communs » ont joué un grand rôle dans le débat écologique.

Selon Robbins (2004), il existe deux catégories principales d'*apolitical ecology* : l'approche néomalthusienne et les diverses approches qu'on peut regrouper sous la dénomination-clé de « modernisation ». À l'instar de la première, l'approche en termes de « modernisation » souffre de faiblesses éthiques et empiriques. À eux deux, ces modèles explicatifs se taillent la part du lion dans les milieux de la recherche actuelle sur l'environnement.

La « modernisation » – ou « modernisation écologique », comme l'appelle Hajer (1995) – s'appuie ordinairement sur une approche « gagnant-gagnant » basée sur l'idée que croissance économique et sauvegarde de l'environnement se renforcent mutuellement. Il suffirait de fixer des prix adéquats et d'introduire des technologies appropriées pour régler les problèmes. On dépolitise ainsi des questions complexes, touchant aux priorités politiques, en les réduisant à des questions de prix et de technologies.

À l'instar de l'approche malthusienne, de telles approches en termes de modernisation ignorent la structuration politique et économique des pouvoirs en place. De plus, ces approches « apolitiques », qui s'appliquent à apporter des solutions techniques aux problèmes de la

pauvreté, sont profondément politiques, car elles comportent, par exemple, des conséquences évidentes en matière de répartition des ressources. La *political ecology* n'est donc pas plus politique que les autres perspectives adoptées pour aborder l'environnement et le développement. Elle est simplement plus explicitement politique ou normative. En d'autres termes, elle ne tente aucunement de se dissimuler derrière une « objectivité » ou une « scientificité » illusoire (Robbins, 2004).

La *political ecology* : expansion et tendances actuelles

Depuis les années 1980, la masse des études et des recherches sur l'environnement et le développement a connu une extraordinaire expansion. Au sein des sciences humaines, et surtout de la géographie et de l'anthropologie, une grande part de cette expansion s'est opérée dans le cadre de diverses tendances de ce que l'on peut classer comme l'écologie humaine ou culturelle. Cette vaste branche traditionnelle de la recherche s'attache à étudier les interactions entre les humains et leur environnement naturel, c'est-à-dire la manière dont les sociétés forgent et transforment l'environnement et la manière dont l'environnement naturel influe sur l'organisation des sociétés. Au sein de cette tradition, on trouve également d'autres tendances importantes, comme les recherches sur le risque, l'analyse systémique et les études sur la résilience et l'adaptation. La *political ecology* est issue de cette écologie humaine ou culturelle, partiellement sur la base d'une opposition critique par rapport à elle.

Une critique générale portée contre l'écologie humaine ou culturelle est que les facteurs écologiques y sont surévalués et leur importance, exagérée. Cette approche a également été critiquée pour son application de notions tirées de l'écologie, telles celles de niche et de capacité de charge, à l'étude des sociétés humaines.

L'écologie culturelle a, ces deux dernières décennies, perdu du terrain en faveur de la *political ecology*, en raison du fait que nombreux sont ceux qui ont commencé à juger peu satisfaisante la réduction de l'analyse écologique aux systèmes locaux, aux structures locales et à l'exploitation locale des ressources, alors qu'en dehors de ce cadre local, agissent de puissantes forces économiques et politiques qui doivent être prises en considération dans cette même analyse. En *political ecology*, au contraire, il est usuel de combiner de diverses manières les différents niveaux géographiques dans l'analyse, du niveau local au niveau mondial, en passant par le niveau national. Blaikie et Brookfield (1987) comptent parmi les premiers à avoir mis en lumière la nécessité de telles combinaisons. Ils introduisirent une méthode qui propose l'usage de chaînes causales sur lesquelles on peut s'appuyer pour identifier l'origine des dégradations écologiques. Ils proposent de

commencer au niveau local et d'y étudier la gestion des ressources par les personnes, les ménages ou les institutions qui les exploitent directement. En d'autres termes, on tente de comprendre la rationalité locale. On essaiera normalement de statuer l'état de l'environnement : y a-t-il déforestation, érosion des sols, surpâturage, raréfaction des nutriments de la terre ou détérioration de la biodiversité ? Pour ce faire, on peut en général tirer parti d'études scientifiques portant sur les changements écologiques ou bien collaborer avec une équipe de scientifiques. De nombreux géographes emploient la photographie aérienne ou des images satellites en vue d'analyser les modifications intervenues dans la superficie des aires exploitées, dans l'extension des forêts et dans la quantité globale de biomasse.

Il s'agit jusque-là d'une approche identique à celle adoptée par l'écologie humaine ou culturelle. Mais, alors que cette dernière ne s'appesantira pas sur les paramètres externes, c'est justement parmi eux que l'analyse de la *political ecology* cherchera des facteurs de causalité. On peut, par exemple, partir de conflits locaux autour de l'usage des terres et autres ressources et tenter de voir s'ils sont, de quelque manière que ce soit, liés aux discours dominants et à des mécanismes politiques au niveau national.

Au niveau local, on pourra aussi déterminer les effets concrets des plans d'ajustement structurel et, plus généralement, de la politique économique nationale. La suppression des subventions sur les engrais chimiques aura, par exemple, des conséquences évidentes sur la teneur des terres en nutriments, ce qui pourra à son tour mener au passage d'une intensification à une extensification de la production : les paysans étendent la superficie des terres cultivées pour obtenir la même récolte qu'auparavant. C'est ainsi qu'un plan d'ajustement structurel peut mener à une déforestation.

Trois intellectuels en particulier ont influencé les tendances actuelles de la *political ecology*. Ce sont Michel Foucault, Edward Saïd et James C. Scott.

Michel Foucault fournit une contribution majeure au post-structuralisme et ainsi à une analyse du discours qui, ces dernières années, a joué un rôle fondamental dans la *political ecology*. Le post-structuralisme intègre des approches scientifiques dans le cadre desquelles ce qui est dit et écrit sur un phénomène est considéré comme objet d'analyse. Par le biais d'études historiques sur des thèmes comme la folie ou la prison et les peines, Foucault (1961 et 1975) montre comment les pratiques de diverses époques sont liées à des discours indiquant ce qui a un sens et ce qui n'en a pas, ce qui est vrai et ce qui ne l'est pas, ainsi que les formes acceptables de dire et de faire.

Une dimension importante de la mondialisation est la tendance à la domination planétaire d'un petit nombre de discours. De tels discours peuvent, en conséquence, jouer un grand rôle dans la manière dont sont abordées

les questions touchant à la gestion de l'environnement et du développement. Les pratiquants de la *political ecology* ont compris, grâce à Foucault, combien il est important d'analyser comment les discours dominants établissent des « vérités » sur l'environnement et le développement qui s'avèrent déterminantes pour l'action politique (cf. Stott et Sullivan, 2000 ; Adger *et al.*, 2001 ; Forsyth, 2003 ; Svarstad, 2004).

Il existe cependant certains traits de l'analyse discursive de Foucault dont on peut faire l'économie. D'abord, on prendra en compte la critique adressée à Foucault selon laquelle chaque époque historique serait pour lui caractérisée par un discours unifié qui fournit la vérité et les bonnes pratiques dans tous les domaines. Or, quand on analyse les discours formulés, par exemple, au sujet des questions d'environnement au niveau planétaire, il n'est pas rare de constater des conflits d'opinion impliquant deux ou plusieurs discours dominants (Adger *et al.*, 2001). De plus, on a reproché à Foucault d'opérer avec ce qu'on peut appeler des discours sans acteurs (Fox, 1998). Nous pensons qu'il est pertinent d'insister sur le fait que, si les discours constituent des structures importantes, ils sont formulés par des acteurs et sont donc des objets d'incessants remaniements et modifications de la part de ces derniers. Pour une compréhension optimale des faits, il est donc recommandé d'avoir l'œil à la fois sur les discours et sur les acteurs qui les formulent.

La notion foucauldienne de « gouvernementalité » s'est également avérée utile pour la *political ecology*. Foucault s'est attaché à analyser comment le gouvernement des citoyens passe par la pratique de certaines techniques et la mise en œuvre de certaines mentalités par ces derniers (Burchell *et al.*, 1991). La notion de gouvernementalité, apparue dans les derniers travaux de Foucault, est la suite logique de sa réflexion sur les rapports entre pouvoir et savoir. Le pouvoir, chez Foucault, se définit comme une force d'exécution qui est en interaction avec le savoir.

C'est surtout grâce à Arun Agrawal que la notion de gouvernementalité a été introduite dans la *political ecology*. Agrawal caractérise son approche comme ressortant de l'« environnementalité » (Agrawal, 2005). Il s'agit donc de saisir comment œuvre la gouvernementalité dans le domaine de l'environnement, et Agrawal s'attache à comprendre comment savoir, politique, institutions et subjectivité sont désormais liés entre eux par l'irruption de l'environnement en tant que domaine de régulation et de conservation. À partir de l'expérience acquise dans des villages du Nord de l'Inde, Agrawal montre comment les régulations environnementales basées sur une décentralisation se sont développées parallèlement à des modifications de mentalité de la part de la population villageoise, désormais consciente de l'importance d'une exploitation des ressources assurant la durabilité de ces dernières. Avec l'« environnementalité » comme principe

de base, Agrawal argumente pour que les modifications en termes de savoirs experts, de politique, d'institutions et de subjectivité ne soient plus étudiées séparément et de manière fragmentée, mais en tenant compte de leurs modes d'interaction.

Le sociologue des sciences Bruno Latour a également exercé une certaine influence sur la *political ecology*². En premier lieu, sa contribution constructiviste à la compréhension de la recherche scientifique occupe une place importante dans la *political ecology*. Ses premiers travaux étaient issus de recherches empiriques sur le travail de laboratoire (Latour et Woolgar, 1979 ; Latour, 1988). Il y dévoile le décalage qui existe entre, d'un côté, ce que les scientifiques disent et écrivent sur leur cheminement vers leurs conclusions et, de l'autre, ce qu'ils font réellement pour établir les faits scientifiques qui leur ont permis d'y aboutir. La science ne présente pas des faits objectifs sur la nature, mais produit des conclusions qui dépendent aussi bien des instruments de mesure utilisés que des interprétations des chercheurs.

En second lieu, les importantes contributions de Latour à la théorie sur les relations acteurs/système sont considérées par certains acteurs de la *political ecology* d'une grande utilité pour leurs propres analyses des questions portant sur les ressources naturelles (Forsyth, 2003 ; Robbins, 2004 ; Rangan et Kull, 2008). La théorie sur les relations acteurs/système place les sujets humains et les objets dans un même système, ce qui peut contribuer à mettre en évidence les conditions essentielles de l'autorité prise par certaines perspectives.

Pour ce qui est d'Edward Saïd, il était d'avis, sous l'influence de Foucault, notamment, que toute assertion, surtout quand elle porte sur d'autres cultures, est fondamentalement de nature idéologique. Dans son ouvrage le plus célèbre (Saïd, 1978), il affirme que la littérature, la peinture, le savoir académique et le journalisme occidentaux ont, de manière persistante, présenté « l'Orient » comme une culture étrangère et différente, inférieure à la « culture occidentale ». Ainsi l'« orientalisme » a-t-il contribué à justifier la colonisation et la domination occidentale. Saïd s'attache surtout à discuter les rapports entre l'Occident et les pays arabes, mais les études ultérieures sur la période postcoloniale, s'inspirant de *L'Orientalisme*, ont étendu le champ de l'analyse à d'autres parties du monde, notamment l'Afrique, l'Extrême-Orient et même l'Arctique. Ces études considèrent le plus souvent l'expression culturelle et le savoir académique de l'Occident davantage comme un reflet de la politique et des intérêts occidentaux que comme une présentation de la réalité de l'« Orient ».

² Latour (2004) emploie également la notion de *political ecology* dans la traduction anglaise de son ouvrage *Politiques de la nature*, mais en lui donnant davantage le sens classique français d'« écologie politique », c'est-à-dire un type spécifique de politique de l'environnement.

Quant à James C. Scott, il est un représentant majeur de ce qu'il est convenu d'appeler les « études paysannes », dans le cadre desquelles est analysée la rationalité des petits paysans, par exemple, les raisons pour lesquelles ces derniers s'opposent souvent à la modernisation. Ce type d'« études paysannes » aboutit souvent à une critique de l'idée courante selon laquelle les petits paysans seraient des êtres irrationnels et inefficaces. Dans son ouvrage intitulé *The Moral Economy of the Peasants*, Scott (1976) constate que les petits paysans tendent à essayer de prévenir les risques en développant des dispositifs sociaux de redistribution des excédents des bonnes années, destinés à se protéger contre les effets des mauvaises années. Cela peut prendre la forme d'un partage avec d'autres de la terre et de la main-d'œuvre. Dans *The Weapons of the Weak*, Scott (1985) décrit ce qu'il appelle l'opposition quotidienne des petits paysans contre la modernisation et l'exploitation. Cette opposition contre des interventions venues du monde extérieur est, selon lui, beaucoup plus globale et d'une portée bien plus grande qu'une révolte armée, même si cette dernière fait davantage parler d'elle.

Il faut également souligner la contribution de l'anthropologie économique française de tendance néo-marxiste (Claude Meillassoux, Pierre-Philippe Rey, Maurice Godelier, Emmanuel Terray) aux études paysannes (voir par exemple Meillassoux, 1964 et 1974). Les travaux qui en sont issus ont eux aussi contribué à la transformation de l'écologie culturelle en *political ecology*. Il a, par exemple, été dit de Meillassoux qu'il refusait « de considérer aucune société, aucun phénomène social, comme pouvant être analysé de façon autonome, isolée, hors contexte » (Schlemmer, 2005).

La *political ecology* : des controverses sur la place à accorder à l'écologie

Deux hommes ont contribué plus que quiconque, dans les années 1980, au développement de la *political ecology* actuelle : Piers Blaikie et Michael Watts. À l'origine, ils étaient tous deux marxistes, mais, dans les années 1980, Blaikie s'éloigna d'une approche structurelle et intégra à ses études la perception des acteurs et les facteurs environnementaux. C'est ainsi que Blaikie et Watts donnèrent naissance à deux approches différentes de la *political ecology*. Ils ont en commun de mettre au centre de leur approche les perspectives de lutte pour le pouvoir et l'économie politique, cette dernière étant fortement influencée par la théorie de la dépendance, développée dans le cadre des recherches sur le développement, dont Immanuel Wallerstein (1974) et André Gunder Frank (1979) comptent parmi les représentants-clés.

En 2003, Piers Blaikie a pris sa retraite de son poste de professeur d'études sur le développement à l'université d'East Anglia, mais il reste actif comme professeur

émérite. Quand il publia, en 1985, *The Political Economy of Soil Erosion in Developing Countries* (Blaikie, 1985), de nombreux lecteurs jugèrent que cet ouvrage exposait une manière inédite de comprendre les problèmes écologiques (cf. *Geoforum*, 39, 2 [2008], en l'honneur de Blaikie).

On avait donc affaire, en la personne de Blaikie, à un scientifique qui mettait les pieds dans le plat des sciences naturelles en clamant qu'un phénomène physique comme l'érosion des terres ne pouvait être totalement compris qu'à l'aide des outils de l'économie politique (Rigg, 2006 ; Simon, 2008). Ces idées furent ensuite développées dans l'ouvrage suivant de Blaikie, *Land Degradation and Society*, rédigé en compagnie de l'écologiste culturel Harold Brookfield (Blaikie et Brookfield, 1987). Ils y définissent la « dégradation des terres » comme un problème social perçu différemment par les divers acteurs en jeu. La « dégradation » ne peut pas être mesurée à l'aide des méthodes des sciences naturelles. La déforestation peut sans doute être mesurée, l'érosion du sol aussi peut être mesurée, mais déterminer si ces phénomènes constituent une détérioration ou non dépend de la position de chaque observateur. Un militant écologiste occidental, par exemple, pourra considérer toute perte de couvert boisé dans les pays du Sud comme une détérioration. Le paysan pauvre qui débarrasse son champ de buissons et de broussailles considérera, de son côté, cette action comme une amélioration. En effet, ce faisant, il (ou elle) opère une extension de la surface cultivable, et peut peut-être ainsi améliorer la sécurité alimentaire de sa famille. Notre compréhension et notre interprétation des questions écologiques sont donc guidées par nos normes, nos intérêts et nos valeurs. Ces idées, qui paraissent aujourd'hui évidentes aux praticiens de la *political ecology*, ont contribué, il y a une vingtaine d'années, à préparer l'avènement d'un tout nouveau domaine de recherche.

Bien qu'à l'évidence influencé par la pensée post-structuraliste, Blaikie hésitait quant à l'attitude à adopter par rapport à ce courant d'idées qui allait par la suite dominer la *political ecology*. En effet, il advenait souvent, selon lui, que la déconstruction des récits écologiques ne prenne pas au sérieux les sciences naturelles ou n'exploite les résultats de la recherche scientifique que de manière sélective afin de promouvoir le programme constructiviste de ses auteurs (Blaikie, 1999 et 2001). Il affirmait qu'une telle attitude était irresponsable et que toute critique constructiviste devait pouvoir avancer d'autres propositions politiques qu'une simple déconstruction. Ainsi Blaikie se trouvait-il à cheval entre la position réaliste et la position constructiviste, dans le cadre de ce qu'on appelle le réalisme critique (Proctor, 1998). Le réalisme critique représente une alternative aussi bien au positivisme qu'au postmodernisme, à mi-chemin, en d'autres termes, entre l'idée positiviste de l'objectivité scientifique et un constructivisme « extrême ».

Michael Watts, lui, est professeur de géographie à l'Université de Berkeley, en Californie. Il est à l'origine de l'ancrage aux États-Unis d'une approche en *political ecology* d'inspiration marxiste.

La première contribution de Watts à la *political ecology* fut son ouvrage *Silent Violence* (1983), qui traite de la marginalisation des petits paysans sahéliens du Nord du Nigeria. Watts y décrit comment la capitalisation croissante des échanges dans les villages eut non seulement des conséquences négatives pour l'environnement, mais introduisit également famine et marginalisation économique parmi les paysans. En effet, les paysans, amenés à cultiver davantage pour le marché, se trouvèrent dans l'obligation de prendre plus de risques. De plus en plus dépendants des fluctuations d'un marché capricieux, ils durent recourir à l'emprunt et, alors qu'ils étaient auparavant autosuffisants, ils devinrent des ouvriers agricoles sous-payés. Le processus engendra donc, globalement, un passage de l'autosuffisance à une culture productiviste génératrice de rentrées monétaires, qui, à son tour, provoqua une perte de fertilité des sols et une détérioration des terres agricoles en raison d'une baisse de l'investissement dans la main-d'œuvre. Watts affirma plus tard, dans un commentaire sur *Silent Violence*, que cet ouvrage représentait une tentative de destruction des limites instaurées par l'écologie culturelle (Watts, 2001) et qu'il le considérait comme une attaque frontale contre des tenants de l'écologie culturelle tel Roy Rappaport. C'est grâce au marxisme combiné avec l'inspiration tirée des « études paysannes », notamment celles de Scott (1976), que Watts put passer de l'écologie culturelle à la *political ecology*.

Dans les années 1990, Watts fut également influencé par la vague post-structuraliste qui déferlait alors sur les sciences sociales. Les travaux de Peet et Watts (1996) reflètent cette influence et comportent une combinaison de marxisme et de post-structuralisme, ce qui, selon les auteurs, rend possible une *political ecology* dont le caractère politique est plus net. De plus, Peet et Watts développèrent une idée fertile pour la *political ecology* à venir, celle selon laquelle les conflits pour les ressources sont non seulement des conflits pour la maîtrise des ressources matérielles, mais aussi des luttes idéologiques (discours et récits), ce qui implique que les conflits traitent au plus haut point de la teneur des problèmes comme de la manière dont ils peuvent être résolus.

Watts a reproché aux travaux de Blaikie de trop se préoccuper des aspects naturels des problèmes (« écologie ») et trop peu de leurs aspects « politiques » (Peet et Watts, 1996 ; Watts, 1997). Il soutient que ces ouvrages sont athéoriques et manquent d'une théorie sociale générale permettant d'expliquer les détériorations de l'environnement. Cette critique a été interprétée comme une critique marxiste émanant d'un marxiste repent, puisque la *political ecology* était passée d'une « vérité » marxiste unique à un ensemble de « vérités », grâce surtout à l'ouvrage de

Blaikie et Brookfield, *Land Degradation and Society* (Bryant et Goodman, 2008). Cette critique reflète aussi une tension encore vivace au sein de la *political ecology* entre la tendance « politique » et la tendance « écologique » ou entre l'école de Watts et celle de Blaikie. Watts s'attache à développer une analyse théorique de l'environnement en tant que thème social, mais on peut juger qu'une partie de la critique portée à la *political ecology* le concerne au plus haut point, notamment le fait que son approche est l'expression d'un certain déterminisme structurel, donc que les causes sont chez lui, a priori, déterminées et à découvrir dans les structures du capitalisme, à quoi on peut ajouter qu'y manquent aussi bien de réelles connaissances écologiques qu'une analyse écologique scientifique et empirique (Vayda et Walters, 1999). De même, Walker (2005) se demande où est passée l'écologie dans la *political ecology*, contribuant ainsi au débat actuel portant sur la question de savoir si cette approche n'est pas devenue « de la politique sans écologie ». Malgré cette tendance « politisante » née au milieu des années 1990, il ne faudrait pas oublier que de nombreuses études de *political ecology* ont continué à placer au centre de leur analyse les paramètres environnementaux et scientifiques et que de telles études ont généré de nouveaux savoirs et de nouvelles critiques de l'orthodoxie dans plusieurs domaines, surtout en Afrique, et notamment, pour n'en citer que quelques-uns : la détérioration globale de l'environnement en Afrique (Leach et Mearns, 1996), la déforestation en Afrique de l'Ouest (Fairhead et Leach, 1996), la désertification des savanes africaines (Bassett et Crummey, 2003 ; Benjaminsen et Berge, 2004), la perte de fertilité des sols en Afrique (Scoones, 2001), la déforestation sur l'île de Madagascar (Kull, 2004) ou le surpâturage au Sahel (Turner, 1993). On peut dire de ce genre d'études qu'elles sont, en bonnes héritières de Blaikie, l'expression d'une *political ecology* qui s'engage activement dans l'analyse des transformations physiques de l'environnement.

Également héritier de Blaikie, Tim Forsyth critique la *political ecology* dans certaines de ses versions qui combinent une approche positiviste de l'écologie avec une analyse sociale néomarxiste (Forsyth, 2003 ; Forsyth et Walker, 2008). Bien qu'une telle approche ait contribué à mieux comprendre les mécanismes de pouvoir liés aux questions de l'environnement, elle a produit certaines assertions quelque peu gratuites au sujet des effets de la mondialisation capitaliste sur l'environnement, en conséquence de quoi Forsyth et Walker (2008) affirment qu'elle constitue une simplification des relations complexes existant entre l'environnement et la société.

Pour conclure, nous sommes d'accord avec Forsyth (2003 et 2008) quand il affirme que le défi, pour la *political ecology*, réside dans une étude empirique et une analyse des transformations environnementales et politiques dégageées des préjugés qui pourraient affecter la recherche. Cela implique une *political ecology* ouverte et empirique

qui ne soit pas guidée par des modèles explicatifs préfabriqués, que ces derniers soient inspirés du malthusianisme ou d'une critique du capitalisme.

Remerciements

Nous remercions Denis Gautier et Patrick Caron pour leurs encouragements et Yves Boutroué pour la traduction du norvégien. Nous remercions également les lecteurs de *NSS* pour leurs commentaires très utiles.

Références

- Adger, W.N., Benjaminsen, T.A., Brown, K., Svarstad, H., 2001. Advancing a political ecology of global environmental discourses, *Development and Change*, 32, 4, 681-715.
- Agrawal, A., 2005. *Environmentality: Technologies of Government and the Making of Subjects*, Durham and London, Duke University Press.
- Bassett, T., Crummey, D. (Eds), 2003. *African Savannas: Global Narratives, Local Knowledge of Environmental Change*, Oxford, James Currey.
- Benjaminsen, T.A., Berge, G., 2004. *Une histoire de Tombouctou*, Arles, Actes Sud.
- Benjaminsen, T.A., Rohde, R.F., Sjaastad, E., Wisborg, P., Lebert, T., 2006. Land reform, range ecology, and carrying capacities in Namaqualand, South Africa, *Annals of the Association of American Geographers*, 96, 3, 524-540.
- Benjaminsen, T.A., Svarstad, H., 2008. Understanding traditionalist opposition to modernization: Narrative production in a Norwegian mountain conflict, *Geografiska Annaler: Series B, Human Geography*, 90, 1, 49-62.
- Blaikie, P., 1985. *The Political Economy of Soil Erosion in Developing Countries*, New York, Longman.
- Blaikie, P., 1999. A review of political ecology: Issues, epistemology and analytical narratives, *Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie*, 43, 3-4, 131-147.
- Blaikie, P., 2001. Social nature and environmental policy in the South: views from the verandah and veld, in Castree, N., Braun, B. (Eds), *Social Nature: Theory, Practice, and Politics*, Oxford, Blackwell, 133-150.
- Blaikie, P., Brookfield, H. (Eds), 1987. *Land Degradation and Society*, London, Methuen.
- Blaikie, P., Muldavin, J.S.S., 2004. Upstream, downstream, China, India: The politics of environment in the Himalayan region, *Annals of the Association of American Geographers*, 94, 3, 520-548.
- Brosius, J.P., 1999. Green dots, pink hearts: Displacing politics from the Malayasian rain forest, *American Anthropologist*, 101, 1, 36-57.
- Bryant, R., Goodman, M.K., 2008. A pioneering reputation: Assessing Piers Blaikie's contributions to political ecology, *Geoforum*, 39, 2, 708-715.
- Burchell, G., Gordon, C., Miller, P. (Eds), 1991. *The Foucault Effect: Studies in Governmentality*, Chicago, University of Chicago Press.
- Ehrlich, P., 1968. *The Population Bomb*, New York, Ballantine Books.
- Enzensberger, H.M., 1974. A critique of political ecology, *New Left Review*, I, 84, 3-31.
- Fairhead, J., Leach, M., 1996. *Misreading the African Landscape: Society and Ecology in a Forest-Savanna Mosaic*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Forsyth, T., 2003. *Critical Political Ecology: The Politics of Environmental Science*, London, Routledge.
- Forsyth, T., 2008. Political ecology and the epistemology of social justice, *Geoforum*, 39, 2, 756-764.
- Forsyth, T., Walker, A., 2008. *Forest Guardians, Forest Destroyers: The Politics of Environmental Knowledge in Northern Thailand*, Seattle, University of Washington Press.
- Foucault, M., 1961. *Histoire de la folie à l'âge classique*, Paris, Gallimard.
- Foucault, M., 1975. *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard.
- Fox, N.J., 1998. Foucault, Foucauldians and sociology, *British Journal of Sociology*, 49, 3, 415-433.
- Gunder Frank, A., 1979. *Dependent Accumulation and Underdevelopment*, New York, Monthly Review Press.
- Habermas, J., 1968. *Technik und Wissenschaft als "Ideologi"*, Frankfurt am Main, Suhrkamp Verlag.
- Hajer, M.A., 1995. *The Politics of Environmental Discourse: Ecological Modernization and the Policy Process*, Oxford and New York, Clarendon Press.
- Hardin, G., 1968. The Tragedy of the Commons, *Science*, 162, 3859, 1243-1248.
- Horkheimer, M., 1970. *Traditionelle und kritische Theori : vier Aufsätze*, Frankfurt am Main, Fischer Bycherei.
- Keeley, J., Scoones, I., 2000. Knowledge, power and politics: the environmental policy-making process in Ethiopia, *The Journal of Modern African Studies*, 38, 1, 89-120.
- Kull, C., 2004. *Isle of Fire: The Political Ecology of Landscape Burning in Madagascar*, Chicago, University of Chicago Press.
- Latour, B., 1988. *The Pasteurization of France*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- Latour, B., 2004. *Politics of Nature: How to Bring the Sciences into Democracy*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.
- Latour, B., Woolgar, S., 1979. *Laboratory Life: The Social Construction of Scientific Facts*, London and Beverly Hills, Sage.
- Leach, M., Mearns, R. (Eds), 1996. *The Lie of the Land: Challenging Received Wisdom on the African Environment*, Oxford, James Currey.
- Meillassoux, C., 1964. *L'Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire : de l'économie de subsistance à l'agriculture commerciale*, Paris, Mouton.
- Meillassoux, C., 1974. *Qui se nourrit de la famine en Afrique ?*, Paris, Maspero.
- Peet, R., Watts, M. (Eds), 1996. *Liberation Ecologies: Environment, Development, Social Movements*, London, Routledge.
- Proctor, J.D., 1998. The social construction of nature: Relativist accusations, pragmatist and critical responses, *Annals of the Association of American Geographers*, 88, 3, 352-376.
- Rangan, H., Kull, C., 2008. What makes ecology "political"? Rethinking "scale" in political ecology, *Progress in Human Geography*, OnlineFirst doi:10.1177/0309132508090215.
- Rigg, J., 2006. Piers Blaikie (1942-), in Simon, D. (Eds), *Fifty Key Thinkers on Development*, London, Routledge, 35-39.
- Robbins, P., 2004. *Political Ecology*, Oxford, Blackwell.
- Roe, E., 1994. *Narrative Policy Analysis: Theory and Practice*, Durham (NC), Duke University Press.

- Roe, E., 1995. Except-Africa: Postscript to a special section on development narratives, *World Development*, 22, 6, 1065-1069.
- Saïd, E., 1978. *Orientalism*, New York, Pantheon Books.
- Schlemmer, B., 2005. Hommage à Claude Meillassoux, *À l'encontre* [revue politique virtuelle], <http://www.alencontre.org/France/MeillassouxHommage.htm>.
- Scoones, I. (Ed.), 2001, *Dynamics and Diversity: Soil Fertility and Farming Livelihoods in Africa*, London, Earthscan.
- Scott, J.C., 1976. *The Moral Economy of the Peasants: Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press.
- Scott, J.C., 1985. *The Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, New Haven, Yale University Press.
- Simon, D., 2008. Political ecology and development: Intersections, explorations and challenges arising from the work of Piers Blaikie, *Geoforum*, 39, 2, 698-707.
- Stott, P., Sullivan, S. (Eds), 2000. *Political Ecology: Science, Myth and Power*, London, Arnold.
- Svarstad, H., 2004. "A global political ecology of bioprospecting", in Paulson, S., Gezon, I. (Eds), *Political Ecology Across Spaces, Scales and Social Groups*, New Brunswick (NJ), Rutgers University Press.
- Turner, M., 1993. Overstocking the range: A critical analysis of the environmental science of Sahelian pastoralism, *Economic Geography*, 69, 4, 402-421.
- Vayda, A.P., Walters, B., 1999. Against political ecology, *Human Ecology*, 27, 1, 167-179.
- Walker, P. A., 2005. Political ecology: Where is the ecology?, *Progress in Human Geography*, 29, 1, 73-82.
- Walker, P. A., 2006. Political ecology: Where is the policy?, *Progress in Human Geography*, 30, 3, 382-395.
- Wallerstein, I., 1974. *The Modern World System*, New York, Academic Press.
- Watts, M., 1983. *Silent Violence: Food, Famine and Peasantry in Northern Nigeria*, Berkeley, University of California Press.
- Watts, M., 1997. Classics in human geography revisited, *Progress in Human Geography*, 21, 1, 75-80.
- Watts, M., 2001. Classics in human geography revisited. Author's response: lost in space, *Progress in Human Geography*, 25, 4, 625-628.

Reçu le 24 mars 2008. Accepté le 2 octobre 2008.